**LIGUE DES DROITS DE L’HOMME ET DU CITOYEN**

**DE NOUVELLE-CALEDONIE**

Nouméa, le 28/08/02

Communiqué n°35

Appel à manifester

vendredi 30 août à partie de 08 heures,  quai Jules Ferry

Décidée en dehors de la bonne information des populations et sans étude d'impact sérieuse, la cession à un prix très bas (moins de 1 % de sa valeur) du domaine minier de Prony à la multinationale INCO constitue **une très grave atteinte** aux droits et aux intérêts des citoyens de Nouvelle-Calédonie.

Il s'agit d'une **spoliation** qui va mettre en péril le développement durable de notre pays et compromettre radicalement l'avenir de nos enfants en réalisant **une amputation indéfendable de notre patrimoine national.**
Ce projet relève du capitalisme sauvage. Il remet en question la viabilité du projet SMSP/Falconbridge de la Région Nord, ce qui déstabiliserait tout le Pays et mettrait en péril le résultat de tous les Accords passés en bafouant aussi bien les droits fondamentaux du peuple autochtone que ceux de tous les calédoniens en général.

De plus, les nuisances de ce projet augmenteront les risques de destruction du lagon sud, alors qu'on n'a pas encore mesuré celles de l'implantation du premier projet de Goro-Nickel.

La reconnaissance culturelle n'est qu'une mascarade lorsqu'elle ne s'accompagne pas des moyens économiques et sociaux allant dans le sens de la répartition juste et raisonnable des richesses. Hors ces considérations les droits de l'homme n'existent pas.

La Ligue des Droits de l'Homme de Nouvelle Calédonie appelle toutes les citoyennes et tous les citoyens à participer au rassemblement exceptionnel, **quai Jules Ferry,** le **vendredi 30 août 2002 à 8 heures**, pour montrer leur détermination et défendre les droits fondamentaux garants de notre avenir commun.

Le Président : Elie Poigoune